



Conseil économique et social

Distr : Général
7 décembre 2024

Original : Anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante-neuvième session

10-21 mars 2025

Suivi de la quatrième conférence mondiale sur les femmes et de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée "Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle"

Déclaration présentée par Casa Generalizia della Societa' del Sacro Cuore, Company of the Daughters of Charity of St. Vincent Paul, Congregation of the Mission, Congregations of St. Joseph, Dominican Leadership Conference, Edmund Rice International Limited, Fondazione Proclade Internazionale - Onlus, Institute the Blessed Virgin Mary - Loreto Generalate, International Presentation Association, Loretto Community (Sisters of Loretto), Maryknoll Sisters of St, Passionists International, Religieuses et Religieux of the Sacred Heart of Mary, Salesian Missions, Inc, School Sisters of Notre Dame, Sisters of Charity Federation, Sisters of Notre Dame de Namur, Society of Catholic Medical Missionaries, UNANIMA International, et VIVAT International, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est distribuée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration est publiée sans avoir fait l'objet d'une révision formelle.



Déclaration

Nous, membres de la Coalition des Religieuses et Religieux pour la Justice, représentons des congrégations de sœurs, frères et prêtres catholiques et leurs partenaires. Nous partageons une dévotion à la promotion de l'égalité des genres comme reflet de l'égale dignité humaine de toutes les personnes, quel que soit leur sexe, et nous examinons et cherchons continuellement à transformer les obstacles à la justice de genre qui sont perpétués par les structures et les attitudes patriarcales au sein de nos propres institutions et de notre communauté de foi. En nous appuyant sur nos expériences de service et de solidarité avec les femmes et les filles marginalisées, nous offrons notre point de vue sur les progrès réalisés au niveau mondial pour atteindre les objectifs de la Déclaration de Pékin.

Bien qu'ils soient originaires de six continents, les observations de nos membres sur voyage vers la réalisation de l'équité entre les sexes convergent autour de quelques thèmes :

- Les obstacles les plus répandus et les plus catastrophiques à l'égalité des sexes sont les principaux obstacles à l'éducation des filles : les normes de genre qui élèvent à tort la valeur inhérente, les contributions ou la capacité de leadership des garçons/hommes par rapport à celles des filles/femmes ; l'incapacité des gouvernements à répondre aux besoins des communautés ou des familles de filles en ce qui concerne les coûts de l'éducation, les infrastructures et le personnel qualifié ; les mariages et/ou les grossesses précoces ; et les conflits violents et/ou la dégradation de l'environnement au sein des communautés d'origine des filles.
- Malgré des politiques fortes en matière de violence fondée sur le sexe, les incidences continuent d'augmenter dans le monde entier en raison du manque d'application et d'accès à la justice pour les survivants.
- La discrimination et les inégalités fondées sur le sexe rendent les femmes/filles plus vulnérables aux chocs sociaux, économiques et environnementaux que leurs homologues masculins. Lorsque ces chocs les obligent à migrer, les politiques sociales d'exclusion des migrants les rendent encore plus vulnérables à la violence et à l'exploitation et leur dressent des obstacles supplémentaires à l'accès aux services essentiels.
- Si des avancées positives vers la parité hommes-femmes en matière de leadership sont réalisées dans plusieurs contextes, le travail social, économique, environnemental et de gouvernance accompli par les femmes continue de dépasser largement leur pouvoir au sein des organes de décision qui régissent leur vie.

Pour relever ces défis, nos membres s'engagent dans une grande variété de ministères, que nous présentons comme des bonnes pratiques susceptibles d'être étendues ou adaptées à d'autres contextes.

Par exemple, en réponse à la violence sexiste :

- La Société des missionnaires médicaux catholiques en Inde fournit des conseils juridiques et un soutien/accompagnement personnel aux femmes et aux enfants qui ont survécu à des violences sexuelles et domestiques.
- Les sœurs missionnaires du Saint-Esprit en Indonésie dirigent l'équipe de volontaires pour l'humanité à Flores (TRUK-F), qui lutte contre la violence sexiste par des campagnes de sensibilisation et des formations au sein de la communauté ; des refuges, des services de santé et juridiques, la réhabilitation, la réintégration et le rapatriement des survivants ; et des campagnes de sensibilisation qui forment et impliquent les survivants et les groupes de femmes.

Au service de l'éducation et du leadership des femmes/filles :

- Les Sœurs de Notre-Dame de Namur au Nigeria proposent un programme holistique dans leur école pour filles, qui démonte les stéréotypes et les mythes liés au genre qui élèvent les garçons/hommes au dessus des filles/femmes.

- Les Soeurs Missionnaires Comboniennes de Kariobangi, au Kenya, gèrent une école technique pour femmes/filles qui intègre des activités génératrices de revenus et des cours d'alphabétisation pour adultes.
- Les sœurs de l'école Notre-Dame de Soma, en Gambie, parrainent une école professionnelle transformée en école primaire et secondaire, dans laquelle les filles participent à des cours de couture et de cravate, et où le leadership des élèves et la fourniture gratuite de serviettes hygiéniques ont permis de réduire l'absentéisme.
- L'International Presentation Association de Perth, en Australie, propose un groupe mixte à l'heure du déjeuner ("Young Pressies") dans son école secondaire. Il guide 50 à 60 filles âgées de 12 à 18 ans dans l'acquisition hebdomadaire de connaissances en matière de service public et de compétences en matière de plaidoyer, qu'elles appliquent pour répondre aux besoins des femmes et des enfants locaux qui ont été touchés par la traite des êtres humains, la violence domestique, le sans-abrisme, la pauvreté et la crise du coût de la vie.

s'attaquer à les disparités en matière de santé et les pratiques néfastes qui mettent en danger les femmes/filles :

- Les sœurs de l'Institut de la Bienheureuse Vierge Marie de Jicamarca, au Pérou, dirigent le projet "Femmes et enfants en bonne santé". Ce projet sensibilise à la nutrition et aux taux d'anémie chez 220 filles et garçons, tout en fournissant aux parents des outils et des connaissances à ce sujet. Depuis février 2024, il offre à 100 femmes des soins médicaux, une formation et un soutien gynécologique et obstétrique pour la prévention et le traitement de maladies telles que le cancer du sein et le cancer du col de l'utérus.
- Les Sœurs de l'Institut de la Bienheureuse Vierge Marie de Huaycán, au Pérou, parrainent le projet "Unidas Nutrinos Mejor", qui complète l'offre des populations avec des légumes, des protéines et des légumineuses, propose des ateliers d'information et des démonstrations nutritionnelles pour aider les femmes à améliorer la nutrition de leur salle à manger, et offre des ateliers de travail social, dans lesquels les femmes acquièrent des compétences de leadership et de gestion qui garantissent la durabilité du projet et de leurs salles à manger.

En réponse à les vulnérabilités économiques produites par la discrimination fondée sur le sexe :

- Les Sœurs de Notre-Dame de Namur en République démocratique du Congo adoptent une approche intégrée pour lutter contre l'inégalité entre les sexes dans les communautés rurales en créant des écoles pour filles, des centres de santé communautaires et des centres d'autonomisation des femmes qui proposent des formations et des services pour soutenir l'alphabétisation des femmes, la connaissance de leurs droits et la manière de les revendiquer ou de les défendre, les compétences en leadership, la microfinance, l'agriculture et l'esprit d'entreprise.
- Les Sœurs Servantes du Saint-Esprit en Indonésie parrainent un programme d'équité entre les sexes qui offre une formation et un soutien aux femmes dans les domaines de l'agriculture et du tissage, des groupes de sensibilisation aux femmes et à la politique, à la violence sexiste et à la protection de l'environnement.
- La Congrégation de Jésus à Bihar, en Inde, parraine le Chirag Education Culture and Health Awareness Centre, qui offre une formation de tailleur et d'infirmière aux jeunes filles, ainsi qu'un programme de microfinancement qui bénéficie à plus de 200 femmes.

Reconnaître le préjudice disproportionné infligé aux femmes/filles dans les contextes de conflits violents et de catastrophes/dégradations environnementales :

- Les School Sisters of Notre Dame au Sud-Soudan s'attaquent aux causes profondes de la violence en donnant aux femmes et aux enfants les moyens d'acquérir des compétences pratiques en matière de résolution des conflits.

Ils éliminent les divisions sociales et instaurent la confiance en offrant une plateforme pour un dialogue ouvert et un partage des perspectives.

- Les sœurs de l'Institut de la Sainte Vierge Marie de Huaycán, au Pérou, organisent les projets Niñez sin Miedo et Kusi Warma, dirigés par des femmes, qui visent à réduire la violence envers les enfants grâce à la formation de plus de 160 enfants défenseurs des droits de l'enfant. Leurs sessions psycho-éducatives apprennent aux élèves à reconnaître/gérer leurs émotions, à faire valoir leurs droits, à mettre fin aux actes de violence autour d'eux et à éduquer d'autres enfants sur ces sujets.
- Les Soeurs Missionnaires Comboniennes du Kenya emploient des femmes dans des projets d'agriculture et d'irrigation à l'énergie solaire qui constituent une source d'alimentation écologiquement durable pour les familles et les communautés, ainsi qu'un moyen de subsistance pour les femmes.
- Le mouvement franciscain Justice, Paix et Intégrité de Cochabamba, en Bolivie, dirige un projet coopératif d'éboueurs et de recycleurs, qui fonctionne en respectant la parité hommes-femmes parmi ses membres.

Notre communauté mondiale appelle les États membres de l'ONU à collaborer avec nous :

- Allouer des fonds publics pour répondre aux besoins des femmes/filles en matière d'hébergement, de soins tenant compte des traumatismes et de recours juridique contre les auteurs de violences fondées sur le genre, en accordant une attention particulière aux femmes dans les situations de conflit et de migration.
- Former des traducteurs indépendants pour permettre aux victimes de violences sexistes de communiquer avec les enquêteurs.
- Modifier les politiques éducatives de "partage des coûts" (subventions pour frais de scolarité égales pour tous) en subventions équitables adaptées aux besoins individuels.
- Investir dans la formation et la rémunération des enseignants en leur offrant des incitations financières pour enseigner dans les zones rurales.
- Lever l'exclusion des étudiantes enceintes ou mères des politiques de gratuité de l'enseignement.
- Fournir des serviettes hygiéniques dans les écoles.
- Donner la priorité à l'expérience vécue de la discrimination fondée sur le sexe en tant que qualification clé pour la direction de bureaux et de projets visant à l'équité entre les sexes et au développement.
- Proposer des forums réservés aux femmes dans lesquels celles-ci peuvent exprimer leurs besoins, leurs opinions et leurs idées auprès des responsables gouvernementaux.
- Supprimer les obstacles juridiques à l'éducation sexuelle complète afin de permettre la déstigmatisation des menstruations et de protéger les enfants contre les abus sexuels, les mariages et grossesses précoces et les maladies sexuellement transmissibles grâce à des conversations responsabilisantes et salvatrices sur le consentement sexuel et conjugal et sur les implications sanitaires, éducatives et financières de l'activité sexuelle.
- Instaurer des programmes nationaux d'enseignement primaire et secondaire pour lutter contre les stéréotypes sexistes néfastes qui limitent les possibilités des personnes de tous les sexes et empoisonnent les relations entre les hommes et les femmes tout au long de vie.
- allouer des fonds appropriés pour les soins de santé des femmes en couches et dans les zones rurales.
- Impliquer les personnes de tous les sexes et les chefs tribaux/culturels/confessionnels dans le dialogue communautaire et les techniques de médiation des conflits, en particulier dans les situations de conflit et d'après-conflit.
- Garantir la protection des militants non violents en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes contre les représailles violentes ou judiciaires pour leur activisme.

- Faire preuve de transparence dans les dépenses publiques consacrées à l'éducation, à la santé et aux programmes de subsistance des filles/femmes, ainsi qu'à l'accompagnement/au rétablissement des survivants de violence fondée sur le genre.
 - Mise en place d'un mécanisme de coordination entre les agences gouvernementales traitant des différents aspects du travail en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes
-